

Zeitschrift: Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur
Herausgeber: Gesellschaft Schweizer Monatshefte
Band: 26 (1946-1947)
Heft: 7

Buchbesprechung: Bücher-Rundschau

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

★ Bücher-Rundschau ★

La Suisse devant l'avenir

Dans une conférence donnée à Orbe le 31 janvier 1946 et reproduite en brochure, M. *Marcel Pilet-Golaz*, ancien conseiller fédéral, expose avec sa coutumière clarté ses vues — toutes personnelles, précise-t-il — sur la situation de la Suisse dans l'Europe d'aujourd'hui et de demain. On y décèle un effort méritoire de voir et de dire les choses telles qu'elles sont, en dehors de tout parti-pris et en se plaçant au point de vue de l'intérêt national. Pour des motifs découlant du sentiment plus que de la raison, l'ancien chef du Département politique n'a pas toujours trouvé en Suisse allemande l'adhésion qu'à notre avis il méritait. Ceux de nos lecteurs que préoccupe l'avenir de la Suisse feront bien de lire cette brochure: ils y prendront un vif intérêt, en même temps que, peut-être, l'occasion de reviser leur jugement sur un ancien magistrat dont on ne saurait contester ni la lucidité, ni le patriotisme¹⁾.

Le destin de la Suisse étant lié à celui de l'Europe, il importe, pour commencer, d'avoir une idée exacte de la situation de notre continent. Ce qu'on en peut dire, c'est que, pour l'Europe, la guerre est perdue. Ce qui frappe le plus chez elle, c'est l'appauvrissement, l'instabilité, la lassitude physique et morale. Sans doute tout n'est pas perdu. Tout en reconnaissent qu'un nouveau conflit mondial est possible, M. Pilet ne veut pas admettre a priori qu'il soit probable. Pour l'avenir immédiat, le grand danger lui semble être plutôt que «l'état d'anémie pernicieuse, de fièvre sourde, de méfiance et de rétraction, d'appétits inassouvis et de fatigue paresseuse dans lequel vivent des millions d'Européens et de para-Européens, se prolonge et s'aggrave. Nous glisserions alors de plus en plus vers la désagrégation, la confusion politique, économique et sociale».

Parlant — à vrai dire, avant les décevants débats de la Conférence de Paris — des efforts que les grands vainqueurs font pour rebâtir, M. Pilet nous engage à être patients, à ne pas attendre que la nouvelle organisation internationale accomplisse des miracles, car rien de solide ne se fait sans le temps. «Il vaut mieux un commencement difficile qu'une fin lamentable... Il ne s'agit pas de faire vite et tout; il est plus sage et plus sûr de faire progressivement quelque chose».

Qu'en est-il de notre neutralité en face de l'O.N.U.? Le conférencier ne pouvait se dispenser de donner son avis sur ce problème capital pour nous. Le voici résumé en quelques mots:

Si l'O.N.U. était capable d'empêcher la guerre, de protéger le droit et de juger les agresseurs, la Suisse n'aurait aucune raison de se soustraire au risque commun à ses membres. Mais l'O.N.U. est un nouveau-né, encore au berceau; c'est une grande espérance, que la Suisse partage; mais peut-elle, d'ores et déjà, engager son destin dans une coalition peut-être temporaire? Il n'est du reste pas exclu que, dans quelque temps, nous puissions faire partie de la nouvelle communauté des peuples en conservant notre neutralité militaire. Si, à l'étranger, l'homme de la rue a encore de la peine à comprendre notre neutralité, les gouvernements, eux, connaissent les grands services rendus par la Suisse pendant la guerre. «On ne peut même concevoir une nouvelle guerre sans au moins un Etat neutre pour sauvegarder le minimum de vie internationale entre belligérants».

Il nous faut donc patienter, et, en attendant, participer dans toute la mesure de nos moyens et de nos forces à l'oeuvre de restauration entreprise. Nous pouvons et nous devons collaborer à l'oeuvre immense de reconstruction morale et matérielle du continent, sous la forme de crédits à long terme et très bas pour les livraisons des usines et la reprise des échanges, de missions techniques et sanitaires, d'oeuvres médicales et intellectuelles, etc.

Voilà pour l'extérieur. Quant aux affaires intérieures, M. Pilet-Golaz note

¹⁾ Conférence de M. Marcel Pilet-Golaz, ancien président de la Confédération. Edition Imprimerie Vaudoise, Lausanne 1946.

d'abord que, membre ou non de l'O.N.U., nous ne devons en rien négliger notre armée: elle reste indispensable, dans un cas comme dans l'autre. Nous devons nous garder de renouveler l'erreur commise après la guerre précédente, alors que, pendant quinze ans, nous avons laissé s'affaiblir notre défense nationale.

Sur notre politique intérieure, M. Pilet développe des vues intéressantes, qu'on ne peut que mentionner sommairement dans ce compte-rendu. N'oublions pas, dit-il, que notre principale ressource est dans le travail productif, exécuté avec le souci de la qualité et de la parole donnée. «Obligés d'importer pour vivre et d'exporter pour payer», ne nous laissons pas leurrer par le mirage de l'autarchie. Associons nos efforts à ceux qui tendent à restaurer dans le monde la continuité, la liberté et la facilité des échanges.

Pour M. Marcel Pilet, le grand problème qui se pose aujourd'hui devant tous les peuples civilisés, est de combiner l'organisation collective (pas collectiviste) de la production et de la consommation avec la restauration et le développement des libertés personnelles; il pense qu'il est possible d'y arriver, et d'accomplir les progrès sociaux réclamés par les peuples, *à condition de procéder par étapes, de préférer les oeuvres de collaboration à la contrainte étatiste, et surtout de s'assurer les ressources nécessaires à chaque réalisation*, car le déséquilibre financier est l'un des plus graves dangers qui puisse menacer une nation. Comment ne pas lui donner raison sur ce point, et aussi quand il conclut que la condition majeure du succès, pour une démocratie, c'est l'ordre, le travail et surtout la liberté humaine, sans laquelle tout le reste n'est rien.

Georges Rigassi.

Zur Geschichte des zweiten Weltkrieges

So wie nach dem ersten Weltkrieg die Wissenschaft alsbald daran ging, die Zeitereignisse, ihre Beziehungen innerhalb weiterer Zusammenhänge und ihren tieferen Sinn zu erforschen, so geschieht es auch jetzt.

Als einer derjenigen, welche die hohe Verantwortung ihrer Mission voll erfaßt haben, beansprucht ohne Zweifel ein hoher Schweizer Offizier besondere Beachtung. Wir meinen Oberst *Edgar Schumacher*, der in vergangenen Monaten die zweite und dritte Lieferung seiner *Geschichte des zweiten Weltkrieges* vorlegte¹⁾. Sie behandeln im fünften bis zwölften Kapitel des Gesamtwerkes die Kriegereignisse vom Westfeldzug 1940 bis zur militärischen Entscheidung in Ostlibyen und zur Landung der Alliierten in Nordafrika. Ein besonders auszeichnendes Merkmal des Werkes, das im Fortgang der Publikation mehr und mehr zur Geltung gelangt, ist die sichere Hand des Verfassers im Sichten und sorgfältigen Herausarbeiten des Wesentlichen — auch in der Dokumentierung — und im Kennzeichnen und Zusammenfassen des minder Wichtigen durch wenige treffende Sätze. So vermag er beispielsweise durch eine Skizze von größter Einfachheit und Klarheit über den Chinesisch-Japanischen Krieg zu orientieren. Man gewinnt den bestimmten Eindruck, jeder Abschnitt und jeder Satz basiere auf eindringendem Spezialstudium und habe in ruhigem Ausreifenlassen Gestalt angenommen. Daraus erklärt sich ein weiteres Hauptmerkmal des Werkes, die gedankliche Vertiefung in die Gesamtzusammenhänge und Grundlinien und ihre ebenso sichere Erkenntnis wie prägnante Darstellung, die ihren Höhepunkt in eigenartigen und fesselnden Gedankengängen zum Gesamtablauf des zweiten Weltkrieges erreichen. Daraus ergibt sich wiederum das sichere Disponieren des Stoffes; es tritt zutage in der einleuchtenden Gruppierung und in den Titelformulierungen, welche stets gewissenhaft auf ihre Kraft der Kennzeichnung charakteristischer Entwicklungsabschnitte geprüft erscheinen, und bei denen alles tendenziös Wirkende streng vermieden ist. Den kriegshistorisch interessierten Leser wird namentlich die Art anziehen, wie Schumacher das kriegsgeschichtlich Neue, nicht zum wenigsten auf taktischem Gebiet, feststellt und in die allgemeinen Entwicklungszusammenhänge hineinverflocht. — Bei solch hochwertiger Wissenschaftlichkeit eines derartigen Unternehmens ist es Pflicht des Rezensenten, einen nachteiligen Eindruck nicht zu verschweigen. Es scheint sich eine gewisse, dem rein Militärischen zuneigende Einseitigkeit der Gesamtanlage abzuzeichnen, indem die eigentliche Totalität des Krieges

¹⁾ Schulthess, Zürich 1946. Vgl. unseren Hinweis auf die erste Lieferung des Werkes in Heft 9, Dezember 1945, S. 596/597.

zwar einigermaßen, aber unseres Erachtens doch unzureichend in Erscheinung tritt. Wir meinen, daß besonders die wirtschaftliche und die ideologische Seite des Krieges, von wo her bestimmende Einwirkungen auf die rein militärische Auseinandersetzung ausgingen, wie von ihr her empfangen wurden, bisher zu wenig Beachtung fanden; dabei verkennen wir keineswegs, daß Schumacher eine vorwiegend militärische Darstellung anstrebte. Eine zweite Befürchtung ist die, daß in der weiteren Schilderung, wie bisher, von den Hauptpersönlichkeiten zu wenige in ihrer vollen Bedeutung sichtbar werden. Wir wollen mit diesen vorläufigen Einwendungen dem Gedanken Rechnung tragen, daß über die Auseinandersetzung zwischen Autor und Rezensent ein wesentlicher Weg des wissenschaftlichen Zusammenarbeitens führen kann.

Als fertiges Buch im Umfang von nur 131 Seiten bietet ein angelsächsischer Autor, R. C. K. Ensor, eine *Kurzgefaßte Geschichte des Weltkrieges 1939—1945* ²⁾. Aus der Gliederung in acht Kapitel läßt der Verfasser zwei große Kriegsphasen des zweiten Weltkrieges erkennen. Es hätte wohl zur Verdeutlichung beigetragen, wenn er die Kennzeichnung der wesentlichen Hauptabschnitte durch satzförmige Titel, wie er sie vorwiegend gibt, konsequent durchgeführt hätte. — Eine Darstellung, welche sich auf so engen Raum beschränkt, kann gar nicht anders denn skizzenhaft sein. Das will ja der Autor durchaus anstreben: eine knappe, aber einprägsame Gesamtübersicht des Kriegsablaufes. Das Schwergewicht seiner Schilderung liegt ganz folgerichtig auf den großen Gesamtlinien; das wirkt sich nicht zum wenigsten auf die Betrachtung der militärischen Ereignisse aus, die sich nur in ganz großen Zügen bewegt. Alles, was kriegsgeschichtlich neuartig ist, sucht Ensor herauszuarbeiten. Mit Personennennungen, erst recht mit Charakteristiken der Hauptakteure, und mit präzisen Daten geht er sehr sparsam um. Hinter der Entwicklung und den sie bestimmenden materiellen Kräften treten die menschlich-persönlichen Faktoren zurück. Starken Wert legt Ensor auf die tatsächlichen materiellen Voraussetzungen aller Maßnahmen, während er die geistigen, vor allem die ideellen, gern übergeht; sein Buch ist ein realistisch-praktisches. Um irgendwelche tieferen Kriegsgründe und weiter gesteckte Kriegsziele kümmert er sich nicht, sondern faßt einfach den Kriegsausbruch als unausweichliche Folge der nationalsozialistischen Machtergreifung in Deutschland auf. Es ist dabei durchaus verständlich, daß Ensor wesentlich vom angelsächsischen Standpunkt aus schreibt und das Britische Empire in den Mittelpunkt der Geschehnisse stellt. — Seine Gesamtschau, die nur die hüben und drüben mitfechtenden Mittel- und Kleinstaaten als gar zu nebensächlich erscheinen läßt, ist das charakteristische Werk des in universellen Zusammenhängen denkenden Angehörigen eines Weltreiches. Abhold allem Spekulieren und Moralisieren, sucht Ensor dem Leser einfach zu zeigen, was geschehen ist, und welchen Anteil sein Volk und Reich daran hatte. Für solche weite Schau darf der mit offener und getarnter Propaganda umworbene Zeitgenosse stets erkenntlich sein.

Eine Gesamtschau besonderer Art, mit der übergewaltigen staatsmännischen Persönlichkeit des Britischen Reiches im Mittelpunkt und gesehen wesentlich von ihr aus, gewährt Lewis Broad im zweiten Band seines Werkes *Winston Churchill, ein politisches Lebensbild* ³⁾. Eben mit diesem Zusatz will der Verfasser sagen, daß er mehr politisch als historisch zu betrachten sucht. Seine Darstellung läßt nur bei ganz vereinzelten Stellen Kritik an «Winston» durchblicken, wie er auf britische Weise den großen Kriegspremier konsequent nennt. Die Kriegsereignisse zeigen sich nur in einem leicht skizzenhaft hingeworfenen, nicht selten bloß schwer erkennbaren Hintergrund. Der Verfasser setzt bei seinen Lesern, als den Zeitgenossen eines beispiellosen universalen Ringens, eine weitgehende Kenntnis der Ereignisse voraus. Sein Anliegen, den Anteil Churchills an der bisher größten Weltentscheidung herauszuarbeiten, wirkt sich darin aus, daß auf diesem Hintergrund die Gestalt eines der allerbedeutendsten Staatsmänner aller Zeiten, des Retters der Britischen Völkergemeinschaft und der Idee freiheitlichen Staatslebens, riesengroß in Erscheinung tritt. Dazu trägt nicht wenig die Eigenart der Darstellungsweise bei; mit voller

²⁾ Europa-Verlag, Zürich 1946. Übertragung aus dem Englischen von Edith Raybould. Die englische Originalfassung erschien in erster Auflage schon 1944 unter dem Titel «A Miniature History of the War».

³⁾ Europa-Verlag, Zürich 1946. Vgl. die Rezension von Prof. Dr. M. Silberschmidt über den ersten Band Heft 6, September 1944, S. 387/388.

Rechenschaft vor sich selbst und seinen Lesern läßt Broad seinen Winston Churchill immer und immer wieder, und dies oft sehr ausgiebig, zu Worte kommen. Natürlich: «Jede Entwicklung im Verlauf des Krieges wurde durch eine von Churchills Reden charakterisiert». So hat denn der Verfasser jedes Kapitel der «sechsten Phase», das heißt des eigentlichen Zweiten Weltkrieges seit dem japanischen Überfall auf Pearl Harbour im Dezember 1941, «um eine der Reden herum aufgebaut». Wiederholt übernimmt der Verfasser sozusagen die Führung seiner Leser durch eine Unterhaussitzung in kritischen und entscheidenden Entwicklungsmomenten. Wo er Churchill selbst sprechen läßt, wird der Leser kaum Langeweile fühlen. Nicht nur weiß der große Staatsmann plastisch und dramatisch militärische Operationen zu schildern; ihm eignet vor allem die seltene Kunst, in einem oder wenigen Sätzen treffend und einprägsam das Wesentliche festzuhalten. «Als vor nunmehr fast zwei Jahren der Ruf an mich erging, Premierminister zu werden, gab es nicht gerade viele Bewerber für diesen Posten. Gewiß, seither hat sich die Lage vielleicht gebessert» (S. 529). «Ich muß sagen, daß ich dieses Haus — die mächtigste Versammlung in der Welt — selbst in Kriegszeiten als ebenso wichtig ansehe wie eine Festung oder ein Kriegsschiff» (S. 662). Hinter diesen Reden steckte jedoch Arbeit, die Gigantenarbeit der britischen Vorbereitung zum Siege und für die immer engere Verständigung der großen Mächte zur Zusammenarbeit bis über den Sieg hinaus; an ihr hatte Winston Churchill, der unermüdliche «Verbindungsoffizier» unter den Alliierten, dem keine Reise zu viel war, wohl den bedeutendsten Anteil von allen lebenden Staatsmännern. Das sprach nach seinem Sturz sein langjähriger Mitarbeiter, früherer und seitheriger Gegner und nunmehriger Amtsnachfolger Clement Attlee aus: «Der Sehr Ehrenwerte Herr aber gab uns mehr als Worte. Von ihm strahlte ein nie versiegender Strom von Energie aus, der den ganzen Regierungsapparat, ja das ganze Leben der Nation durchdrang» (S. 806).

Nicht für den Sieg, wohl aber für den Frieden trat in dem sechsjährigen Kampf derjenige auf, dessen Aufgabe es ist, für den Frieden auf Erden unermüdlich zu wirken, *Papst Pius XII.* Im *Vatikanischen Weißbuch* von 1945 legt eine kleine Sammlung von Noten des Vatikans und Ansprachen des Papstes in eindrucksvoller Weise dafür Zeugnis ab⁴). Allerdings konnte sein Wirken nicht auf aktive Gegenwehr hinauslaufen; vielmehr mußte es sich auf die rein geistige Einflußnahme verlegen. Gerade das verleiht ihm seinen hohen Wert. *Otto Weiss.*

Hinter dem eisernen Vorhang

Unter diesem Titel gibt der Verlag *Otto Walter in Olten* eine neue historisch-politische Schriftenreihe heraus. In einem ersten Bändchen orientiert uns der bekannte Publizist *James Schwarzenbach* in einer knapp und prägnant gefaßten Darstellung von 74 Seiten über *Jugoslawien*.

Die Einleitung erinnert an die berühmte Rede Churchills vom 5. März 1946 in Fulton, die den Ausdruck «Eiserner Vorhang» zum geflügelten Wort stempelte. Schwarzenbach macht darauf aufmerksam, daß die Ausführungen eines bekannten Marxisten, Prof. Eastmann, von der Universität Columbia, aus dem Jahre 1943, sich völlig mit den Feststellungen Churchills decken.

Da die widersprechenden Ansichten über Jugoslawien im Umlauf sind, ist die ruhige und sachliche Darstellung Schwarzenbachs besonders wertvoll. Nach einer Zusammenfassung der ersten Ansätze zu einem Südslawischen Staatenbunde (Bischof Strossmayer) und der wichtigsten Ereignisse der bewegten Geschichte zwischen den beiden Weltkriegen, in denen die fast unüberbrückbaren Gegensätze zwischen Serben, Kroaten und Slowenen immer wieder zum Ausdruck kamen, schildert der Verfasser die Lage unter der Besetzung. Es folgen die bedeutsamsten Ereignisse der Widerstandsbewegung. Der Verfasser sagt aber mit Recht: «Es ist heute noch zu früh und die genauen Unterlagen fehlen, um die Geschichte der Widerstandsbewegung Mihajlovics und Titos zu schreiben». Interessant ist die Bemerkung: «Erst beim Beginn der Feindseligkeiten zwischen Deutschland und Rußland fühlt sich Josef Bros (Tito) aufgerufen, an der Seite seiner russischen Verbündeten den Widerstand gegen die Deutschen in Jugoslawien einzuleiten...». Es ist auch pikant, zu erfahren,

⁴) Rex-Verlag, Luzern 1945.

daß Tito im Jahre 1944, von deutschen Fallschirmjägern umstellt, sich im letzten Augenblick auf einem englischen Flugzeug nach Italien retten konnte.

Das gegenwärtige Regime Titos wird in seinen politischen und kulturellen Auswirkungen unverblümt dargestellt: «ein ... Terror-Regime, in dem alle Gegner des Kommunismus systematisch ausgerottet werden».

In einem Epilog sagt Schwarzenbach abschließend, Jugoslawien laufe Gefahr, dem europäischen Westen mehr und mehr entfremdet zu werden und als Sprungbrett für den sowjetischen Expansionsdrang im Mittelmeerraum und Zentralasien zu dienen.

Bei dieser Gelegenheit sei noch auf den erschütternden Artikel «Geist und Charakter des jugoslawischen Regimes» hingewiesen, erschienen in Nr. 16 vom 31. August der auf hohem Niveau stehenden Apologetischen Blätter.

Der Fortsetzung der Schriftenreihe des Verlages Otto Walter sehen wir mit Interesse entgegen. *Fritz Rieter.*

Wirtschaftliche Probleme

The Reconstruction of World Agriculture

Man ist in der Schweiz immer noch damit beschäftigt, die gedankliche Verbindung mit der Welt wieder anzuknüpfen, die in den Jahren der Abschließung allzu stark gelockert worden war. Viele bedeutende Neuerscheinungen blieben uns unzugänglich, und so greift man mit Interesse zu Büchern, die gerade aus den Umwälzungen heraus entstanden, die der Krieg mit sich brachte, und die uns mit der Stellungnahme ausländischer Wissenschaftler zum Zeitgeschehen bekannt machen.

Ein solches Buch ist für jeden, der sich mit der Evolution und den Zukunftsaussichten der Weltlandwirtschaft befaßt, die im Jahr 1945 erschienene gewichtige Publikation von *Karl Brandt*. Als früherer Direktor des Reichsinstitutes für landwirtschaftliche Marktforschung in Berlin (bis 1933) und seitheriger Mitarbeiter des Stanford University Food Research Institute verfügt der Verfasser über ein sehr reiches Dokumentarmaterial und über eine große persönliche Erfahrung, die seinem Buch ein besonderes Gewicht verleihen¹⁾.

Das Buch befaßt sich nicht nur, wie aus dem Titel vielleicht geschlossen werden könnte, mit der Wiederherstellung der durch den zweiten Weltkrieg verursachten Schäden in der Urproduktion. Ein sehr eingehend belegtes einleitendes Kapitel behandelt den Einfluß des ersten Weltkrieges auf die Landwirtschaft. Zwei weitere Abschnitte befassen sich mit den Tendenzen der Agrarpolitik der verschiedenen Länder in den Zwanziger- und Dreißigerjahren. Sie dürfen heute, nach Abschluß der Feindseligkeiten und bei zunehmender Normalisierung der Weltversorgung, ganz besonderes Interesse beanspruchen, behandeln sie doch Zustände, die in absehbarer Zeit wiederkehren werden und für die eine Lösung gefunden werden muß, wenn die Weltwirtschaft genesen soll, nämlich die Fragen der Überschußverwertung. In weiteren Kapiteln wird dann der Einfluß des totalen Krieges 1939 bis 1945 auf die Gestaltung der landwirtschaftlichen Verhältnisse und auf die Weltversorgung untersucht, wobei das statistische Material naturgemäß z. T. unzureichend ist und im allgemeinen nur bis in die Jahre 1943/44 hineinreicht. So ist es begreiflich, daß die Vorhersagen für die landwirtschaftliche Produktionskapazität und die Versorgungsverhältnisse zu Kriegsschluß z. T. durch die tatsächliche Entwicklung nicht korroboriert wurden. Der Verfasser durfte ja zur Zeit des Niederschreibens noch damit rechnen, daß die Welt nicht schon kurz nach der Waffenruhe wieder in Einfluß-Sphären zerfallen werde, die entlang ihrer Grenzlinien den normalen Güteraustausch fast ebenso sehr hemmen, wie der vorherige Kriegszustand. In den Schlußkapiteln wird dann der Versuch gemacht, die grundsätzlich sich in der Wirtschaftspolitik entgegenstehenden Thesen (auf einen sehr groben Nenner gebracht freie Wirtschaft versus Planwirtschaft) auf ihre Auswirkungen auf die Urproduktion zu untersuchen und am Beispiel einiger ausgewählter Länder zu zeigen, welche günstigen Folgen die dem Verfasser am nächsten liegende Variante eines möglichst ungehemmten landwirtschaftlichen Warenaustausches haben müßte.

¹⁾ Karl Brandt: The Reconstruction of World Agriculture. Norton, New York 1945.

So ist denn das Thema in seinen weitesten Aspekten behandelt. Man darf dem Buch das Zeugnis nicht versagen, trotz der umfangreichen Dokumentation äußerst lebendig und anregend geschrieben zu sein. Der Leser wird immer wieder danach greifen, sei es, um Zahlenmaterial zu konsultieren, sei es, um aus den sehr geschickt gewählten Beispielen aus allen Bereichen der Agrarpolitik zu schöpfen. Zu zwei wichtigsten Schlußfolgerungen sind aber trotzdem Vorbehalte anzubringen. Karl Brandt verwechselt Ursache und Wirkung, wenn er glaubt, den Agrarprotektionismus in seinen verschiedenen Formen für die Krisen der Zwanziger- und Dreißigerjahre verantwortlich machen zu dürfen, und er nimmt namentlich das Problem der chronischen Überschüsse nicht ernst genug, wenn er annimmt, es auf dem Wege der freien Marktwirtschaft beseitigen zu können. Dabei unterliegt er einer heute viel Verwirrung stiftenden Vereinfachung der Dinge, wenn er zwischen einer (nicht mehr möglichen) freien Marktwirtschaft und der vorkriegszeitlichen und namentlich kriegszeitlich bedingten Autarkie- und Planwirtschaft entscheidet. Es kann hier nicht nur ein Entweder - Oder geben, sondern der Weg liegt in der Mitte. Vor allem aber können die einzelnen Nationalwirtschaften nicht frei entscheiden. Der Rezensent vertritt immer wieder die Auffassung, daß eine wirkliche «Reconstruction of World Agriculture» nur auf Grund umfassender internationaler Vereinbarungen möglich ist, die vor allem das Überschußproblem lösen müssen. Der erste und naheliegendste Weg wurde proklamiert durch das «Freedom from want» der Atlantik-Charta, m. a. W. die Behebung der vor dem Krieg chronischen Unterernährung eines großen Teiles der Weltbevölkerung. Diesem Programmpunkt war zur Hauptsache die Konferenz von Hot Springs gewidmet, wobei aber paradoxerweise übersehen wurde, daß diese Unterernährung nicht nur und sogar nicht vorwiegend mehr bei den Massen der Industriebevölkerung auftritt, sondern vor dem Kriege ebenso verbreitet war bei den rund 1,4 Milliarden Menschen, die in der Landwirtschaft tätig sind. Eine konstruktive Lösung des Überschußproblems würde nicht nur bedeuten, daß sich diese Massen durch die so gesicherte Verkaufsmöglichkeit ihrer Produkte zu lohnenden Preisen besser und vielseitiger ernähren könnten, sondern sie würde vor allem auch gewaltige Absatzmärkte für Industrieprodukte aller Art schaffen.

Leider macht nun Brandt keinen Versuch, dieses sehr dornige Problem zu lösen, und das ist wohl die empfindlichste Lücke in diesem sonst ausgezeichneten Werk. Zugegeben: die Frage ist außerordentlich schwierig. Soll die Welternährung gesichert bleiben, so muß die Produktion wegen der naturbedingten Ernteschwankungen immer etwas höher sein als der mittlere Bedarf. Damit sind Überschüsse schlechterdings unvermeidbar. Es braucht aber, im Verhältnis zur ganzen Weltproduktion betrachtet, nur sehr geringfügige Überschüsse, um Preiszusammenbrüche zu verursachen, die für die Produzenten ruinös sind. Das gilt vor allem für die Agrar-Exportländer. Aber auch Importstaaten wie die Schweiz, die es leichter haben, die Produktion durch sinngemäße Lenkung dem Bedarf anzupassen, kennen die aus an sich geringfügigen Überschüssen erwachsenden Erschütterungen zur Genüge, und sie wissen, wie schwierig und kostspielig ihre nur improvisierte Verwertung ist. Reine Restriktionsmaßnahmen, wie sie auf internationalem Boden in der Zwischenkriegszeit beispielsweise für Brotgetreide, Zucker und Kautschuk versucht wurden, oder auf schweizerischem Boden durch Kontingentierungsmaßnahmen, können ohne die gleichzeitige Schaffung von Ausweichmöglichkeiten nicht zum Ziele führen, weil die natürliche, durch die Fortschritte der Wissenschaft und Technik geförderte Tendenz nach steigenden Erträgen geht. Wir sehen deshalb die einzige Möglichkeit zur Lösung des Problems in der Schaffung eines internationalen Organs für die Erfassung der Überschüsse, die z. T. als Carry-over-stocks in festen Händen die Funktion einer Weltreserve für den Ernteausgleich zu übernehmen hätten, z. T. aber als Rohstoffe der industriellen Weiterverarbeitung zuzuführen wären. Es würde zu weit führen, hier auf Einzelheiten der Organisation einzutreten. Es sei lediglich darauf verwiesen, daß in den letzten Jahren in steigendem Maße Nahrungsstoffe wie Weizen, Sojabohnen u. a. zur industriellen Verarbeitung herangezogen werden²⁾. Ein Teil dieser künftig sicher noch steigenden Bedürfnisse

²⁾ In den U.S.A. besteht eine sehr aktive Organisation unter dem Namen «National Farm Chemurgic Council», die sich der Förderung der Industrieverwertung

ist allerdings als neuer ständiger Bedarf zu betrachten, sodaß durch sie ein Ventil für die Aufnahme von Überschüssen, die von Jahr zu Jahr schwanken, nicht gefunden wird. Anders verhält es sich aber beispielsweise mit der Verarbeitung stärkehaltiger Produkte aller Art auf Industriesprit und Treibstoff. Eine minimale Beimischung von Sprit zum ungeheuren Volumen der jährlich verbrauchten Treibstoffe würde das sicherste und am leichtesten zu operierende Ventil für allfällige Überschüsse darstellen. Gerade an diesem Beispiel wird aber klar, daß nur internationale Vereinbarungen das Problem zu lösen vermögen.

Es sind Fragen wie die hier nur umrißhaft angedeuteten, welche die FAO (Food and Agriculture Organisation der UNO) nach der Lösung der akuten Ernährungskrise in erster Linie werden beschäftigen müssen. Bei der gegenwärtigen politischen Weltlage scheint es sehr wahrscheinlich, daß die Sachorganisationen der UNO weit eher als ihre politischen Organe dazu berufen sein werden, die Grundlagen für eine neue Zusammenarbeit der Völker zu legen, und darunter ist sicher, angesichts der überragenden Bedeutung der Welternährungs- und Landwirtschaftsfragen, die FAO eine der wichtigsten. Niemand, der sich ernsthaft mit diesen Fragen befaßt, wird des Buches von Karl Brandt entraten können.

Fritz T. Wahlen.

Internationale Finanzwirtschaft

Die Schweiz steht heute auf internationalem Plan gleich allen andern Staaten vor mannigfachen Aufgaben, die so oder anders eine Entscheidung erheischen. Ungeachtet seiner bewußten Enthaltung von jeder Einflußnahme auf die Weltpolitik muß unser Land zu bestimmten Fragenkomplexen der Nachkriegszeit Stellung beziehen, um nicht diplomatisch und wirtschaftspolitisch ins Hintertreffen zu gelangen. Auf diplomatisch-politischem Gebiet steht die allfällige Zugehörigkeit zur Organisation der Vereinigten Nationen im Vordergrund, in wirtschaftlicher Hinsicht zweifellos das *Verhältnis der Schweiz zu den Konventionen von Bretton Woods*, d. h. zu den Projekten eines internationalen Währungsfonds und der Schaffung einer internationalen Bank für den Wiederaufbau. Beide Probleme sind eng miteinander verbunden und beide bilden zurzeit Gegenstand einer eingehenden Prüfung durch unsere zuständigen Behörden.

Wir freuen uns, hier erstmals eine schweizerische Gesamtdarstellung der Konventionen von Bretton Woods anzeigen zu können, die vom Direktor des Schweizerischen Instituts für Außenwirtschafts- und Marktforschung an der Handelshochschule St. Gallen stammt¹⁾. Der Verfasser weist darauf hin, daß man auf anglo-amerikanischer Seite stets danach getrachtet hat, den Weg der Rückkehr zu einem freien internationalen Zahlungsverkehr zu ebnen. Auch wir Schweizer haben allen Grund, diese gesunde Tendenz zu bejahen. Die Hauptfrage dreht sich für uns lediglich darum, inwiefern das Streben nach finanzwirtschaftlicher Solidarität, wie es in Bretton Woods Gestalt angenommen hat, mit gewissen legitimen Sonderinteressen unseres Landes vereinbar ist.

Gerade in dieser Hinsicht wirkt das Buch von Bachmann äußerst aufklärend. Grundsätzlich ist die Schaffung des Währungsfonds zu begrüßen. Aber vom spezifisch schweizerischen Standpunkte aus besteht dafür nur ein bedingtes Interesse, da unser Land weder eine erschütterte Währung zu sanieren hat, noch den Wechselkurs unter Zuhilfenahme von internationalen Krediten verteidigen muß. Andererseits berührt die Wiederaufrichtung fremder Währungen unsere eigene Außenwirtschaft.

Ob sich die Schweiz entschließen kann, der Währungskonvention beizutreten oder nicht, muß also sorgfältig erwogen werden. Falls der Beitritt bejaht wird, so ist weiterhin zu überlegen, welche Stellung wir gegenüber der Internationalen Bank einnehmen wollen. Im ganzen läßt sich feststellen, daß die Beteiligung an der Bank an sich keinerlei Eingriffe in unsere wirtschaftspolitische Autonomie provozieren

landwirtschaftlicher Produkte widmet und deren Publikationen ein überraschend vielseitiges Bild der neuerschlossenen Verwertungsarten liefern.

¹⁾ Hans Bachmann: Die Konventionen von Bretton Woods. Internationaler Währungsfonds und Internationale Bank für den Wiederaufbau. Mit Übersetzung der Vertragstexte. Fehr'sche Buchhandlung, St. Gallen 1945.

würde. Auch die finanziellen Verpflichtungen wären vermutlich geringer als beim Währungsfonds. Entscheidend für die endgültige schweizerische Stellungnahme zu sämtlichen Vereinbarungen von Bretton Woods werden aber die handelspolitischen Überlegungen sein. Der Beitritt der Schweiz wird nur dann in Frage kommen, wenn die von unserem Lande zur Verfügung gestellten Schweizerfranken letzten Endes zum Bezüge schweizerischer Erzeugnisse Verwendung finden und damit einer indirekten Exportförderung gleichkommen.

Das Versicherungswesen als Wirtschaftsfaktor

«Keine Institution kann mit vollere Recht als ein Maßstab der volkswirtschaftlichen Kultur eines Volkes der Neuzeit betrachtet werden als das Versicherungswesen; und es ist keine gewagte Behauptung, wenn man den Satz aufstellt, daß in dem heutigen Versicherungswesen die Blüte der volkswirtschaftlichen Entwicklung der Gegenwart liegt». Dieser interessante Versuch, eine an sich «trockene» Materie wie das Versicherungswesen in einen größeren Zusammenhang einzuordnen, stammt von dem eminenten zürcherischen Rechtslehrer Bluntschli, aber er könnte ebenso gut als Motto dem neuerschiedenen versicherungswissenschaftlichen Werk von Jean Halpérin vorangestellt werden¹⁾. Der Autor bietet ausgezeichnete Einblicke in das moderne Versicherungswesen und seine volkswirtschaftliche Bedeutung. Darüber hinaus erläutert er auch die soziale Bedeutung des Versicherungsgedankens. Ferner zeigt er eindrucklich, wie besonders in den skandinavischen Staaten und in der Schweiz der Sparsinn der Bevölkerung und das soziale Denken ganzer Nationen eine Symbiose verwirklicht haben, welche das Versicherungswesen weit über eine bloße merkantile Erwerbsform hinausheben. *Paul Weber.*

Russia's Foreign Trade and The Baltic Sea

Die vorliegende Abhandlung von *Ronimois* ist, wie der Verfasser, ein estnischer Nationalökonom, einführend bemerkt, nur eine kurze Vorstudie zu einer größeren Untersuchung über den Außenhandel Osteuropas²⁾. Auch an diesem begrenzten Thema gelingt es jedoch dem Verfasser, gewisse allgemeine Entwicklungstendenzen des russischen Außenhandels nachzuweisen, die auch für den westeuropäischen, mit der russischen Wirtschaftsentwicklung schlecht vertrauten Leser von Interesse sind. Zu Beginn des 19. Jahrhunderts hat sich der russische Außenhandel hauptsächlich über die baltischen Häfen abgewickelt, da England wichtigster Abnehmer russischer Rohstoffe war und sich die einfuhrbedürftige russische Industrie um Petersburg konzentrierte. Als im Verlauf des 19. Jahrhunderts die Getreideausfuhr an Bedeutung zunahm, verschob sich das Hauptgewicht des Außenhandels nach dem Süden, obschon dieser Tendenz, zeitweise erfolgreich, durch die Tarifpolitik der Eisenbahnen entgegengearbeitet wurde. Vollends an Bedeutung verlor dann der Handel über das baltische Meer nach dem ersten Weltkrieg, nicht jedoch, wie der Verfasser ausführt, infolge des Verlustes der meisten baltischen Häfen, sondern einerseits weil der Außenhandel der Sowjetrepublik überhaupt eingeschränkt wurde und sich strukturell änderte und andererseits weil das Schwergewicht der neu entstehenden russischen Industrie weiter nach dem Osten und Süden des Landes verlegt wurde. Der Verfasser belegt seine Ausführungen mit reichlichem Zahlenmaterial. *Susanne Preiswerk.*

¹⁾ Jean Halpérin: *Les Assurances en Suisse et dans le monde. Leur rôle dans l'évolution économique et sociale.* Editions de la Baconnière, Neuchâtel 1946.

²⁾ H. E. Ronimois: *Russia's Foreign Trade and The Baltic Sea.* Boreas Publishing, London 1946.